

# UNE ÉCOLE POUR TOUS

## L'ÉDUCATION À MONTRÉAL D'HIER À AUJOURD'HUI

S'intéresser à l'école montréalaise, c'est également remonter au début de l'histoire de l'éducation au Québec et des différents courants idéologiques ayant marqué le cheminement qui a permis au Québec de se doter d'un réseau éducatif universel.

Certes, on dit que l'histoire se répète, qu'il y a parfois des situations qui se ressemblent malgré l'écart du temps; c'est le balancier ou la roue qui tourne.

Se pencher sur l'histoire de l'éducation, c'est toucher aux zones d'influence d'une société et à ses valeurs.

Le collectif d'animation urbaine L'autre Montréal, dans une visite des différents lieux qui ont marqué l'histoire de l'éducation, dessine bien la toile de fond de celle-ci, qui remonte à 1789, alors que le rapport de la commission d'enquête Smith recommande un système cohérent et neutre pour les francophones et les anglophones au Québec.

Le projet est combattu autant par les Églises protestantes que par l'Église catholique.

C'est en 1801 qu'une première grande loi scolaire établit l'Institution royale, chargée de créer un réseau d'écoles publiques neutres sur le plan religieux.

L'initiative est un échec.

En ce début de 19<sup>e</sup> siècle, se développent quelques sociétés d'éducation gratuites et mixtes, qui s'appuient exclusivement sur le bénévolat et s'adressent presque uniquement aux enfants pauvres de l'élémentaire. Elles utilisaient ce qu'on appelait la pédagogie « lancastrienne » (du courant anglais mutualiste), suivant laquelle les plus âgés apprenaient ce qu'ils savaient aux plus jeunes.

C'est en 1868 que le premier ministère de l'Instruction publique est créé. Il sera aboli en 1875. L'Église s'oppose à l'école publique alors que les mouvements ouvriers se battent pour l'instruction obligatoire, gratuite, publique et même laïque.

Plus tard, en 1888, le gouvernement du Québec dirigé par Honoré Mercier finance des cours du soir pour les ouvriers. Ce programme sera aboli en 1892. Toutefois, le Monument national (au 1182, boulevard Saint-Laurent, à Montréal), abrite dès 1896 l'éducation des adultes et les cours publics gratuits, ouverts aux hommes et aux femmes; n'importe qui peut s'y inscrire, à condition de savoir lire et écrire.

Albert Saint-Martin fondera l'Université ouvrière en 1925. Attaquée par les forces conservatrices, elle devra fermer en 1936.

Il faut consulter le journal des travaux de la Chambre de 1841 pour comprendre les enjeux. En effet, celle-ci vote une loi limitant à douze heures la journée de travail des enfants de 8 à 12 ans. La proposition initiale d'une journée de huit heures a été rejetée par les députés : « Nous ne voulons pas que les enfants vivent jusqu'à 10 ans sans avoir contracté l'habitude salubre du travail »...

Ce n'est qu'en 1943 que le gouvernement d'Adélard Godbout vote la loi de la fréquentation scolaire obligatoire.

Ce sont là des faits qui permettent de se rendre compte des acquis récents dans le domaine de l'universalité de la scolarisation et, par la même occasion, de la fragilité de ce principe.

Il est possible d'en savoir plus, au sujet du collectif d'animation urbaine L'autre Montréal, en visitant le site [[www.autremontreal.com](http://www.autremontreal.com)]

**Camille Marchand**